

UNE ESPAGNE NÉOLIBÉRALE ET ATLANTISTE

Le lourd héritage de l'ère Aznar

Désigné pour la première fois à la présidence du gouvernement espagnol en mars 1996, M. José María Aznar, 51 ans, avait décidé de se retirer de la vie politique à l'issue des élections législatives du 14 mars dernier. Il devait quitter ses fonctions au sommet d'un parcours que beaucoup considéraient comme une indiscutable réussite. Certains présentaient même M. Aznar et son Parti populaire comme les grands modèles pour les droites européennes. De surcroît, toutes les enquêtes d'opinion donnaient gagnant aux élections son successeur désigné, M. Mariano Rajoy.

Les attentats de Madrid et les manipulations de l'information effectuées par les autorités ont provoqué un sursaut des citoyens, qui ont préféré le candidat socialiste, M. José Luis Rodríguez Zapatero, tandis que le Parti populaire était sévèrement sanctionné. M. Aznar quitte donc le pouvoir dans des conditions particulièrement amères. Ses partisans trouvent cela injuste en raison des bons résultats obtenus, en particulier dans le domaine économique. Ils mettent en avant son bilan. Mais quel est-il, précisément ?

par José Vidal-Beneyto, avril 2004

En Espagne, les huit années du gouvernement de M. José María Aznar ont été huit années de politique atlantiste et de modèle libéral conservateur qui, lors de son second mandat, après mars 2000, se sont radicalisés. Ainsi, dans le domaine économique, où il a récolté le plus de succès, le trait caractéristique a été la financiarisation. L'Espagne, à cet égard, n'a fait que suivre la tendance générale des économies occidentales, mais à un rythme tout à fait exceptionnel. On a assisté, avec M. Aznar, à la transformation d'une économie réelle en une économie financière agressive, qui s'est traduite par une croissance supérieure à la moyenne communautaire, atteignant ces dernières années un taux de 2,3 %, alors qu'en France et en Allemagne il restait proche de zéro.

Cette transformation se fait dans le cadre strict de l'équilibre budgétaire qu'exigent les critères de Maastricht : inflation contrôlée, déficit inférieur à 3 % et dette inférieure à 60 % du produit intérieur brut (PIB). Ces succès ne sont cependant pas dus exclusivement aux vertus du modèle appliqué, mais à deux injections massives de capitaux dont ne pourra pas bénéficier son successeur socialiste, M. José Luis Rodríguez Zapatero.

D'une part, les aides communautaires, qui représentent presque 1 % du PIB annuel, avec un total de 8 milliards d'euros par an. D'autre part, le produit des privatisations, qui frôle les 40 milliards d'euros – elles ont d'ailleurs permis à M. Aznar de placer à la tête des entreprises privatisées des hommes de son sérail : M. Francisco González à Argentaria, M. Juan Villalonga à Telefónica, M. Alfonso Cortina à Repsol, M. Cesar Alierta à Tabacalera, M. Miguel Blesa à Caja Madrid, M. Xabier Irala à Iberia, etc.

A ces apports décisifs, il convient d'ajouter une importante amputation des dépenses sociales et une réduction drastique des financements publics dans des domaines aussi déterminants que la recherche, où le budget français, unanimement critiqué comme insuffisant, dépasse de 1,5 point celui de l'Espagne.

Le logement a constitué le grand support de l'expansion économique pendant toutes ces années. Le « boom de la pierre » s'est appuyé sur des taux d'intérêt très bas, de l'ordre de 2 %, rendus possibles grâce à

l'euro et à la politique monétaire de l'Union européenne. Il s'est ensuivi une augmentation du prix du mètre carré construit, qui a plus que doublé, avec des retombées au niveau du budget des familles. Le poste logement y représente plus de 40 % de l'ensemble des revenus et atteint même 60 % dans certaines zones comme Madrid.

Il en découle un niveau d'endettement familial souvent insupportable, reflété dans le volume des hypothèques des citoyens, lequel dépasse les 500 milliards d'euros. En revanche, la construction de logements sociaux a diminué de plus de 30 %. Elle est en effet passée de 67 000 en 1995 à 42 000 en 2003, et ne répond donc pas au programme électoral du Parti populaire (PP), qui était de construire 420 000 logements avant mars 2004.

Fidèle en cela au modèle conservateur, la grande satisfaction de M. Aznar a été d'avoir réduit les impôts et d'avoir ainsi pu créer des emplois. Dans les deux cas, il s'agit plus d'un effet d'annonce que d'une réalité : si les trois réformes fiscales effectuées au cours de ces huit années ont réduit les taux d'imposition, cette réduction a été largement compensée par le fait que les montants de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPF) n'ont pas été actualisés en tenant compte de l'inflation. En termes réels, selon le syndicat Comisiones obreras (Commissions ouvrières), la charge fiscale a augmenté de 2,3 points et se situe à 35,9 %.

En matière d'emploi, le chômage a diminué de façon sensible, en passant de 23 % en 1995 à près de 11 % en 2003, ce qui le situe à 3 points au-dessus du taux de chômage moyen européen (8 %). Mais cette création de presque 4,5 millions d'emplois s'est faite à un coût social élevé : plus de 32 % d'entre eux sont précaires !

Les syndicats ont essayé de s'opposer à cette précarisation. Cela a donné lieu, pendant les trois dernières années, à d'importantes mobilisations contre le gouvernement. En particulier lorsque celui-ci a voulu rendre les licenciements meilleur marché, durcir les conditions d'attribution des allocations chômage ou supprimer le Plan d'emploi rural (PER) en faveur des journaliers d'Andalousie et d'Estrémadure, en imposant à coup de décrets une réforme du travail, connue comme le *decretazo*. Celui-ci a provoqué une grève générale particulièrement dure.

Autre lamentable record : sous les gouvernements du PP, le nombre d'accidents mortels du travail – plus de quatre par jour – place l'Espagne en tête de l'Europe...

En fait, la régression sociale opérée sous M. Aznar s'étend à toute la vie sociale. Deux données seulement, particulièrement révélatrices : l'Espagne est le pays d'Europe qui offre le moins d'aide aux familles dans le besoin et qui consacre le pourcentage le plus bas du PIB aux dépenses sociales.

Certaines mesures claironnées par les journaux progouvernementaux – comme la petite réduction d'impôts pour les salariées ayant des enfants de moins de trois ans – sont simplement insignifiantes. Les politiques sociales conçues pour le troisième et le quatrième âge sont également lamentables : à peine 3 % d'une population âgée en continuelle expansion (plus de 7 millions de personnes, soit plus que le groupe d'âge des moins de 16 ans) perçoit une aide directe de l'Etat.

Comme dans d'autres pays européens, l'immigration constitue une des grandes questions laissées sans solution. Lorsque le PP débute sa gestion, en 1996, on compte un demi-million d'étrangers ; ils seront plus de 2 500 000 lorsqu'il la termine. Les mesures de restriction introduites à l'occasion des quatre réformes menées ne sont pas parvenues à empêcher que presque 900 000 d'entre eux soient clandestins. Après les événements d'El Ejido, en janvier 2000 (1), la loi pour les étrangers fut modifiée. On y introduisit le concept d'« effet d'appel », en fonction duquel on élimina tout ce qui pouvait favoriser l'immigration, et on renforça des dispositions du code pénal et de la loi de procédure criminelle pour pouvoir expulser les étrangers ayant fait l'objet d'une condamnation, même inférieure à six ans.

Ni le traitement policier de l'immigration, qui passe de la compétence du ministère du travail à celui de l'intérieur, ni les deux régularisations d'immigrés clandestins, ni le cordon de surveillance déployé autour des villes autonomes de Ceuta et de Melilla, situées en territoire marocain, ou la mise en place d'un système électronique de repérage dans le détroit de Gibraltar et aux Canaries, n'ont permis de diminuer le nombre d'embarcations qui, tous les mois, déposent sur les rivages espagnols leur charge d'immigrés

vivants ou morts. Lorsqu'ils survivent, ils se retrouvent devant un choix tragique : accepter l'exploitation pour trouver un emploi, ou intégrer un réseau délinquant. déconnexion x

Mais c'est en politique étrangère que l'action de M. Aznar aura été le plus critiquable. A l'intelligente gestion des ministres centristes pendant la première phase de la démocratie, quand l'Espagne acquit un profil de pays sérieux et méritant, avaient succédé les douze années socialistes, qui lui ont octroyé le profil d'une nation de poids sur l'échiquier international sans commune mesure avec sa réalité économique ou militaire.

A partir de l'année 2000, mais surtout pendant les trois dernières de son second mandat, M. Aznar a dilapidé ce capital et a jeté par-dessus bord vingt ans d'acquis. Dès 1996, il établit une relation privilégiée avec M. Anthony Blair, aux dépens de son entente avec la France et au détriment de la collaboration avec l'axe franco-allemand. Une manifestation concrète de ce virage apparaît dans les lettres publiques signées avec le dirigeant britannique à propos des réformes économiques européennes ; dans l'orientation qu'il imprime à l'Internationale des démocrates du centre (IDC) ; et dans son hostilité déclarée au régime cubain, en rupture avec la temporisation des socialistes.

Alignement absolu sur Washington

En politique extérieure, M. José María Aznar pratique un présidentielisme direct, évident lorsqu'il nomme M. José Piqué aux affaires étrangères et agressivement affiché lorsqu'il nomme ensuite Mme Ana Palacio à ce poste, où il la réduit à un rôle d'administrateur docile.

Son rapprochement avec le président George W. Bush, commencé lors du premier voyage européen de ce dernier, en 2001, se transforme en alignement absolu à partir des attentats du 11 septembre 2001. Il appuie sans condition les guerres de M. Bush ; défend l'invasion de l'Irak ; participe, le 17 mars 2003, à la réunion des Açores, avec MM. Bush et Blair, pour bénir le déclenchement des hostilités ; effectue treize visites aux Etats-Unis ; donne des conférences dans les universités américaines pour appuyer la guerre ; et intervient devant le Congrès américain. Bref, M. Aznar rejoint l'équipe internationale du président des Etats-Unis.

La *Lettre des Huit*, conçue et promue par lui, et signée par MM. Blair, Berlusconi et des responsables de cinq pays de l'Est, proclamait leur appui au secrétaire d'Etat à la défense Donald Rumsfeld, face à la « vieille Europe » menée par l'Allemagne et la France. L'hostilité à l'égard du noyau dur de l'Union européenne s'est poursuivie dans le débat sur la Constitution, où M. Aznar, suivi en cela par la Pologne, a bloqué tout accord en s'obstinant à maintenir la répartition du pouvoir établie dans le traité de Nice (décembre 2000) et a disqualifié Berlin et Paris pour ne pas avoir respecté le pacte de stabilité.

Choisir la rupture au sein d'une Europe en prise avec une difficile intégration, à un moment où l'élargissement fragilise le projet d'origine, était faire preuve d'une singulière irresponsabilité. D'autant que cette attitude ne s'est vu accorder aucune contrepartie positive pour l'Espagne ou pour ses entreprises, ni en Irak ni à Gibraltar, où le contentieux qui l'oppose au Royaume-Uni demeure bloqué depuis 1984.

En outre, l'arrogance de M. Aznar et ses déclarations intempestives ont mis en danger des relations capitales pour l'Espagne. Par exemple le Maroc, lorsque échouèrent les accords sur la pêche, ou l'épisode lamentable de l'îlot Persil (2). C'est à ce même type de rhétorique agressive qu'appartient l'entrevue qu'il donne au journal *Le Monde*, le 9 mars 2004 : il y méprise M. Jacques Chirac, attaque le Conseil européen, loue le modèle américain, ignore la France, donne des leçons à tout le monde et se glorifie de ses propres idées.

Cette attitude grossière n'a fait que s'aggraver tout au long de ses deux mandats, pour atteindre vers la fin un niveau insupportable. Cette dérive caricaturale a en outre été accompagnée d'une récupération de ce qu'il y a de plus réactionnaire dans la droite conservatrice. En particulier autour de deux thèmes : la religion et la patrie. La réintroduction de l'enseignement de la religion dans les programmes du baccalauréat et l'exaltation des valeurs de l'« unité sacrée » de l'Espagne ont replacé les citoyens devant le

dilemme, qu'on croyait avoir dépassé, des « deux Espagne » et ont ravivé un affrontement idéologique et une crispation qui avaient disparu. C'est sans aucun doute là l'aspect le plus négatif du bilan de ce mandat.

Finalement, son plus grand apport aura été d'avoir créé un parti puissant et compact. Demeure cependant une question sans réponse. Comment une personnalité mineure, presque insignifiante, dépourvue de charisme, sans forte implantation sociale et disposant de moyens économiques modestes, est-elle parvenue à s'imposer, à représenter la classe dirigeante et à monter une machine si efficace pour la conquête et l'administration du pouvoir? Dépourvu du panache de M. Blair, et ne disposant pas des moyens d'influence de M. Berlusconi, M. Aznar a su se positionner en chef de bande implacable, une fonction décisive dans les partis actuels. C'est la clef de son succès. Et peut-être aussi de son échec.

José Vidal-Beneyto

Professeur aux universités de Paris et de Madrid; directeur du Collège Miguel Servet, Paris.

(1) Lire Miguel Angel Lluçh, « [En Espagne, un apartheid sous plastique](#) », *Le Monde diplomatique*, mars 2000.

(2) Rabat dispute à Madrid la souveraineté sur ce morceau de rocher inhabité situé à quelque 200 mètres des côtes marocaines. Occupé le 11 juillet 2002 par des gendarmes marocains, il a été récupéré par l'Espagne, le 17 juillet, au terme d'une opération militaire.

Élections

Libéralisme

Néolibéralisme

Espagne

TRADUCTIONS DE CET ARTICLE

ENGLISH [Spain: Aznar discredited and discarded](#)

(...) [فارسی رشد اقتصادی، انقباض سیاسی و رکود اجتماعی در](#)

PORTUGUÊS DO BRASIL [A pesada herança do Governo Aznar](#)